

# LA LUTTE OUVRIÈRE

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)  
Section Française de la IV<sup>e</sup> Internationale

VENDREDI

14 OCTOBRE 1938

3<sup>e</sup> Année — Numéro 94

Le Numéro : 0 fr. 50

RÉDACTION - ADMINISTRATION

15, passage Dubail  
(54, boul. Magenta), Paris (10<sup>e</sup>)

ABONNEMENTS :

France et colonies : 1 an, 22 fr.,  
6 mois, 11 fr.; 3 mois, 5 fr.

Etranger : 1 an, 40 fr.; 6 mois,  
20 fr.; 3 mois, 10 fr.

Compte chèque postal : Rousset  
2247-23 Paris.

## DALADIER A LA PORTE !

**A**VANT la crise tchécoslovaque, Daladier se préparait déjà à imposer au peuple huit milliards d'impôts nouveaux.

Avec les pleins pouvoirs que lui a consentis la Chambre, il y a ajoutera quelques milliards supplémentaires, et une nouvelle dévaluation.

Paye, travailleur ! Paye, lampiste ! Paye, exploité !

Entre l'attaque de Daladier contre les quarante heures et le compromis impérialiste de Munich, il y a un lien étroit. Mais nous disposons actuellement de la possibilité d'utiliser le répit pour organiser une résistance massive à la nouvelle offensive capitaliste.

Les deux cents familles relèvent la tête.

Elles préparent, avec l'aide du parti radical, un nouveau « Doumerguisme ».

Déjà, la liberté de réunion a disparu (sauf pour MM. les députés qui disposent de préaux d'école).

La liberté syndicale subit des assauts redoublés de la part du patronat (expulsion continue d'ouvriers, licenciements, etc...) qui tient pour négligeables les contrats collectifs.

Le surarmement et la militarisation du pays se poursuivent à allure accélérée...

Voilà le régime de la trique, dont le Front populaire s'est fait le fourrier. Voilà le régime « démocratique » dont les capitalistes veulent nous gratifier, pour exploiter à fond la classe ouvrière, et engager une concurrence à mort, sur notre dos avec le capitalisme allemand.

Eh bien non ! Nous ne nous laisserons pas faire ! La classe ouvrière de ce pays, APPELANT A LA LUTTE, PAR SON EXEMPLE, LES TRAVAILLEURS D'ALLEMAGNE, D'ITALIE ET D'EUROPE CENTRALE, va construire un vaste front de résistance. On a voulu mobiliser les hommes pour la défense des intérêts capitalistes français ? Ils se mobiliseront maintenant pour la défense de leur classe, contre les exploités.

Dans une série d'industries, la lutte s'engage pour le respect pur et simple des 40 heures. Chez Hispano, par exemple, la totalité des ouvriers a décidé de ne plus faire de dérogations.

Mais les ouvriers ne permettront plus, comme en avril, qu'on utilise leur volonté de lutte pour un simple maquignonnage, pour remplacer Daladier-Bonnet par Herriot-Raynaud !

Assez de manœuvres pour le compte des capitalistes ou de la bureaucratie de Staline. La défense de leur classe, la défense du peuple soviétique, la défen-

se des travailleurs d'Espagne, les ouvriers et paysans la réaliseront dans la lutte en pleine indépendance.

A la porte, Daladier !

Bas les pattes devant les 40 heures ! Echelle mobile des salaires et contrôle à la base sur l'embauchage et le débauchage !

Front unique de tous les exploités !

## BAS LES PATTES DEVANT LE P.O.U.M. !

A l'heure où nous mettons sous presse, on annonce l'ouverture du procès contre le POUM, à Barcelone, pour le 11 octobre. D'après les communiqués, le gouvernement Negrin a eu le front d'ouvrir le procès, publiquement, sur la base des faux patentes fabriqués par la Guépéou !

La protestation la plus énergique doit s'élever pour la sauvegarde des accusés, ainsi que pour celle des autres militants emprisonnés, dont nos camarades Grandizo, Carlini et Rodriguez.

Bas les pattes devant le POUM et la IV<sup>e</sup> Internationale ! Pas de « procès de Moscou » à Barcelone !

## Pour l'unité organique avec le P.S.O.P.

Dans sa réunion du 8 octobre, le Comité Central du Parti a décidé de poser dans toute son ampleur le problème de l'unité organique avec le P.S.O.P.

C'est le sens de la lettre que nous publions ci-dessous, et qui a été portée à la CAP du PSOP le 9 octobre. Le camarade Jacquier déclara à notre délégation que la lettre du POI pourrait être examinée à la CAP le mercredi 12.

Nous espérons montrer ainsi que la libre discussion des positions, dans la grave période actuelle, ne doit pas entraver l'action décisive pour le regroupement de l'avant-garde.

Ce regroupement est devenu parti-

culièrement nécessaire dans la période actuelle. Le fascisme redresse la tête sur le cadavre du Front Populaire bourgeois. Il faut constituer un front unique de défense. Il faut que nos partis parviennent à le souder aussi avec les organisations syndicales, socialistes et communistes.

Nous pensons qu'un moyen excellent de parvenir à ce but consisterait à réaliser sans tarder l'unité organique de l'avant-garde.

Dès à présent les cellules du POI ont engagé leur action dans ce sens. La confrontation des idées et des expériences est une des conditions essentielles de la démocratie prolétarienne. Elle doit aussi être la condition d'une unité d'action sans fissures !

A LA C.A.P. DU P.S.O.P.

Paris, le 8 Octobre 1938.

Chers camarades,

La nouvelle offensive du capitalisme, et la rupture du Front Populaire, posent sur une large échelle à l'ordre du jour le problème de la constitution d'un front unique de défense des travailleurs, large et puissant.

Les faits démontrent chaque jour que c'était un calcul faux et une erreur profonde et criminelle, de faire confiance à Daladier et Cie pour sa pseudo-politique de collaboration de classe, tout aussi bien que pour ses tractations de Munich au nom de l'impérialisme français. Nous avons été dressés résolument et sans défaillances aussi bien contre l'une que contre l'autre.

L'heure est venue pour opposer un front de classe à la nouvelle politique de la bourgeoisie, de réaliser d'abord l'unité de nos deux partis, comme nous vous l'avons déjà proposé. La division actuelle de l'avant-garde contribue grandement à paralyser son développement organisationnel et politique. La fusion de tous les éléments révolutionnaires sur une plate-forme marxiste ferait obstacle aux tentatives des diviseurs bourgeois et opportunistes de la classe ouvrière.

Afin de ne pas perdre de temps précieux, nous vous proposons d'envisager la désignation rapide d'une délégation chargée de se rencontrer avec celle de notre Comité Central, pour étudier en commun les conditions de l'unité organique entre nos deux organisations.

Le Comité Central du P.O.I.

## 1 AN DE PRISON

à S. Charpy

« RÉVOLUTION »

A NOUVEAU POURSUIVIE

Notre camarade S. Charpy, poursuivie en tant que-gérante de Révolution organe des J.S.R., vient d'être condamnée par la 14<sup>e</sup> Chambre, par défaut, à un an de prison et 3.000 francs d'amende !

Voilà le premier tribut à la politique de répression Daladier-Raynaud et Cie.

Révolution était poursuivie pour un appel lancé au mois de juin « Cette guerre ne sera pas notre guerre », pour provocations de militaires à la désobéissance. Et c'est au moment où la guerre se déchaine, que les juges lancent ce verdict !

Tous les travailleurs protesteront avec nous contre cette sentence de classe, qui s'abat avec violence contre la Quatrième Internationale.

Mais la « justice » de Paul Reynaud continue. Le dernier numéro de Révolution, si bien accueilli par les jeunes travailleurs, est à son tour poursuivi pour « provocations de militaires à la désobéissance » en la personne de son nouveau gérant.

Dressons-nous contre cette répression, contre cette liquidation des libertés démocratiques.

En même temps que nos journaux ont été poursuivis Duvernet et Jourdain, pour les excellents articles parus dans le Réveil Syndicaliste, organe du Cercle Syndicaliste Lutte de Classes. Et nous n'oublions pas les camarades du Libéraire : André Schek emprisonné à la Santé, Leclerc et Caumont, ainsi que Lecoq et Juin de la SIA.

Nous n'oublions pas non plus les grévistes du bâtiment de Lyon, David, sans parler des camarades coloniaux Ben Dahmane à la prison Chave de Marseille, tous les camarades d'Algérie et de Tunisie, et des militants Indochinois à la tête desquels notre vaillant camarade Ta-Thu-Thau.

Il faut imposer l'abandon des poursuites contre la presse ouvrière, l'amnistie intégrale en France et aux colonies ! Camarades, il faut briser cette répression, avant-garde du fascisme dans notre pays !

La période de mobilisation a montré à quelle sauvage répression anti-ouvrière et anti-démocratique se préparait l'Etat-Major.

Un exemple : Voici comment s'exprime le dernier numéro du journal fasciste l'Union Nationale de Nice : « Pour déjouer la manœuvre des internationalistes, trois solutions: arrestations immédiates des meneurs, camps de concentration pour les étrangers affiliés aux partis de la révolution, désignation de nombreux otages. »

En même temps, les agents du Guépéou se livrent aux pires excitations pogromistes et continuent à dresser leurs listes noires.

(Lire la suite page 4)

## La crise de Septembre devant les Parlements

### EN ANGLETERRE

Les Parlements et autres institutions « démocratiques » bourgeoises nous renseignent sur la situation réelle à la manière dont les thermomètres nous renseignent sur la température. Examinons donc les indices que nous fournissent les dernières réunions des « démocraties » anglaise et française.

A Londres, le débat a essentiellement opposé les deux fractions qui séparent la bourgeoisie anglaise depuis le réveil de l'impérialisme allemand : les partisans d'une politique de concessions et de compromis jusqu'au moment décisif, jusqu'au choc qui mettra à l'ordre du jour l'hégémonie d'une puissance continentale en Europe ; et les partisans d'une guerre préventive contre l'Allemagne dès maintenant, craignant de l'avenir un renforcement de l'adversaire germanique et un affaiblissement accéléré des « démocraties occidentales ». La voix indépendante du prolétariat ne s'est pas faite entendre. Les travailleurs qui devraient la représenter ont constitué l'aile marchante du camp de la guerre préventive. Craignant de voir disparaître les restes de la démocratie anglaise, dont dépendent leurs positions personnelles, ils confient à leur impérialisme le soin de les défendre par la guerre et s'en font, en retour, les fidèles serviteurs.

Qu'est-ce qui assure, malgré le relèvement de l'impérialisme allemand, la solidité du camp Chamberlain, des temporisateurs ? La force et les faiblesses de l'Empire britannique. Ils sentent vivement que d'une guerre dépend la question même du régime, comme l'unité de l'Empire. Ils le sentent si bien qu'ils sont résolus à reculer jusqu'à la limite décisive, jusqu'à ce qu'ils soient pris à la gorge. Les régimes fascistes le sentent bien. Ils font de cet argument, depuis quelques années un chantage permanent. L'ampleur de leur antagonisme, la dislocation de leurs économies ne leur laissent plus la possibilité que de risquer l'essentiel.

Ils jouent donc, mais non impunément, ce jeu de casse-cou. Le camp Chamberlain continue d'estimer qu'à ce jeu ils se rompent le cou avant l'engagement décisif. En quoi ils se trompent. En tout cas, l'issue autre que la guerre ne dépend pas d'eux, mais du prolétariat révolutionnaire.

En outre, amis comme adversaires de Chamberlain sont d'accord sur les conclusions à tirer de la « paix de Munich ». Une politique de réarmement, qui laissera loin derrière elle celle qui a été poursuivie jusqu'à maintenant. Une mise en défense de l'Empire, qui implique une répression accrue aux colonies. La Palestine, pour commencer, est déjà soumise à la loi martiale. Et comme conséquence un nouveau palier, considérable, d'abaissement du niveau de la vie pour les masses.

### EN FRANCE

Daladier a eu le front de se présenter comme un champion de la diplomatie publique. Alors que toute la crise s'est déroulée, à partir de pactes inconnus des masses, en négociations et pourparlers militaires ultra-secrets.

Si jamais le mot d'ordre : A bas la diplomatie secrète, est d'actualité, c'est bien maintenant ! Il s'est posé, comme ses complices de Munich, en Sauveur de la Paix. La paix fut sauvée, en très grande partie, par l'attitude des masses, désespérées, passives, en proie à la colère. Attitude incapable d'empêcher activement la guerre,

(Lire la suite page 3)

# La Guerre et la Paix devant

## La parole à la base pour dénoncer dans le mouvement

26 septembre. La ligne Maginot est occupée. Les soi-disants communistes, entrés de plain-pied dans la dernière forme de l'Union Sacrée, signalent les « défaitistes » à l'attention de l'Etat-Major. Marcel Roy, secrétaire de la Fédération des Métaux, pacifiste et anti-stalinien convaincu, rédige et signe, en collaboration avec Croizat, dirigeant du PCF, un appel à la surproduction qui sera adressé aux ouvriers de l'industrie aéronautique de guerre. Les « oppositionnels » du Centre Syndical d'Action contre la Guerre se tiennent pour solidaires de Daladier, sous condition que celui-ci s'engage sur la voie des négociations avec Hitler.

Les mêmes « oppositionnels » ont refusé de s'associer aux militants du POI, du Cercle Syndicaliste, de la CGTSR, des JEUNES et du Syndicat des Techniciens de la RP qui dressent l'action de classe face à la menace de guerre et la perspective de la révolution face à la guerre. Mais ils s'accoquinent sans pudeur aux ministres les plus représentatifs de la bourgeoisie française, partisans de repousser l'échéance d'un règlement de comptes avec la bourgeoisie allemande.

Les Staliniens, de leur côté, chantent les louanges de Mandel et de Paul Reynaud, également ministres et représentants de nos exploités, mais partisans d'une politique de « fermeté » à l'égard de Hitler.

Si la guerre survient, la bourgeoisie, un instant divisée en deux clans, pacifiste et belliqueux, reformera rapidement son unité en entraînant ses alliés, c'est-à-dire les deux ailes du mouvement ouvrier.

27 septembre. — Daladier peut se rendre à Munich et y rencontrer ses rivaux occasionnels et momentanés. N'a-t-il pas réalisé préalablement les conditions qui lui permettront d'envoyer là-bas, dans une relative quiétude d'esprit, toutes les éventualités ? Quoi qu'il advienne, en France, l'Union des Cadres de la Nation est faite ou sera faite.

Il y a à la bourgeoisie, les Staliniens, Roy et l'opposition, prête à tout moment à se renier devant le « péril extérieur ». Mais il y a aussi les contradictions capitalistes, les travailleurs et la crainte des révolutions. Il y a donc eu les accords de Munich, soudains, inattendus.

Les travailleurs mobilisés n'avaient pas rejoint l'armée bourgeoise de gaieté de cœur. Ils ont accueilli avec joie une brusque modification de la conjoncture internationale qui a eu pour première conséquence de les délivrer du cauchemar de la mort, du moins pour un temps.

Le Parti Communiste, trop tôt engagé dans l'Union Sacrée, paie d'une baisse d'influence son erreur de tactique. Le Parti Socialiste qui s'est, lui aussi, situé aux côtés de la bourgeoisie, se trouve maintenant à peu près discrédité dans l'esprit des travailleurs. Ces derniers, en grand nombre, ont appris à la lumière des faits, durant les quelques jours qui ont précédé une guerre qui devait avoir lieu, que le P.C. et le P.S. sont devenus des organisations de trahison. A cet égard une vertu s'attache aux événements que nous venons de vivre. A quelque chose malheur est bon.

Les pacifistes qui soutinrent les ministres dont les propositions de paix ont été transmises à Munich par Daladier, recueillent-ils la reconnaissance ouvrière à laquelle ils prétendent ? Oui, en partie ; les travailleurs tiennent pour peu que tous ces pacifistes étaient, pour la plupart, disposés à rejoindre leurs adversaires de tendance... en cas de guerre. Mais, bientôt, sera présentée à la classe ouvrière, par Daladier soi-même, la note à payer : réduction de la condition et des libertés des travailleurs. Au prix qu'ils met-

tront à leur paix les ouvriers jaugeont et jugeront les pacifistes.

La C.G.T., dirigée exclusivement par des « militants » appartenant au P.C., au P.S. ou se référant à l'idéologie de ces pacifistes, ne sortira pas indemne de la situation. De nombreux travailleurs, écoeürés au spectacle de l'aide apportée par la Confédération aux fauteurs de guerre, n'ont-ils pas abandonné les syndicats ? Et ne faut-il pas prévoir que la querelle sordide dans laquelle vont s'engager les champions des « tendances », à la faveur de la paix de Munich, sera de nature à éloigner d'autres travailleurs du mouvement syndical ?

Déjà, à l'heure où le monde ouvrier vivait sous la menace de la guerre immédiate, des manœuvres spéculatives n'ont-elles pas été opérées dans le but d'assurer à certains hommes une position forte au prochain Congrès Confédéral ? Faut-il tenir pour négligeable, par exemple, que la C. A. de l'Union locale de Lille, après avoir répandu à plusieurs milliers d'exemplaires, un texte préconisant la lutte « contre les 45 heures inséparables de la défense nationale et de la guerre », signe ensuite l'affiche intitulée « Nous ne voulons pas de guerre », et dont le libellé est une motion de confiance à Daladier, chargé du massacre de la loi de 40 heures ? Est-il peu important que le secrétaire général de la Fédération des Techniciens ratifie simultanément le libellé en question et... une résolution fédérale comportant condamnation de la politique concertée de la CGT et des gouvernements ? Nous expliquerait-on le silence prudent de Jouhaux pendant que s'accumulaient au cours des semaines passées, les thèmes de mille et un discours d'actualité ? Que signifie l'existence du Centre d'Action contre la Guerre ? Si les hommes qui le dirigent refusent, comme ce fut le cas, de collaborer avec les révolutionnaires ?

Tout cela signifie que nous assistons à l'heure actuelle à une opération politique de grande envergure préparatoire au Congrès de Nantes. Ce dernier devait être un second congrès d'Unité. Cela n'avait-il pas été convenu ? Mais, depuis cette convention, il y a eu les accords de Munich. Sur les déboires des Staliniens, sur la rupture qui s'opère entre ces derniers et les masses ouvrières, consécutivement à la Paix des Quatre, les anti-staliniens veulent réaliser leur avantage. Et c'est en fonction de cette préoccupation sans grandeur qu'ils exploitent habilement l'existence d'un courant de masse dirigé contre la guerre. Ils se situent dans ledit courant dans l'espoir qu'il les portera en tête du mouvement ouvrier mais se gardent bien de se définir politiquement à l'inverse de ceux qu'ils voudraient limoger.

Quant à Jouhaux, il se garde, lui, d'intervenir avant d'être fixé sur l'issue de la manœuvre.

Faut-il se réjouir ou se lamenter d'une modification éventuelle de la composition de l'appareil dirigeant de la CGT ?

La paix de Munich résulte, du moins en partie, d'un refus momentané de combattre des puissances impérialistes intéressées. Ces dernières, dès maintenant, s'engagent dans une nouvelle course aux armements. La « paix des quatre » est donc grosse d'une guerre prochaine. Et on doit s'attendre dans notre pays à une offensive de classe contre les travailleurs auxquels la bourgeoisie demandera de faire les frais de la « Sécurité nationale » également chère à Jouhaux, Frachon et Bellin qu'aux « oppositionnels » du Centre d'Action contre la Guerre.

Parce qu'ils sont tous partisans d'assurer la Sécurité nationale, ils éviteront soigneusement d'en débattre le 15 novembre prochain, à Nantes. Ils croiseront le fer à propos... d'indépendance du syndicalisme ! Aux travailleurs de ne pas se laisser prendre au piège.

Aux travailleurs de se compter sur un programme de classe, ne faisant aucun cas de la Sécurité de leurs exploités. A nous de refuser notre voix à ceux-là qui ne sont divisés que par la lutte pour la conquête des places au soleil. Nous n'avons pas à distinguer entre des hommes qui portent tous, sans exception, la responsabilité d'avoir sollicité le vote de la loi sur l'arbitrage obligatoire, accepté la « pause » et accordé aux cinq gouvernements qui se sont succédés depuis Juin 36 les moyens et les pouvoirs de mener, à l'intérieur, contre la classe ouvrière, une politique d'oppression et, à l'extérieur, une politique de guerre. Nous n'avons pas à distinguer ceux-là de leurs détracteurs attachés eux aussi à la collaboration de classes.

A la fable tragique de la guerre « contre le fascisme » autant qu'à la Paix de Munich, aux hommes qui souscrivent à cette guerre ou à cette paix, les travailleurs n'ont qu'un programme à opposer : la lutte de classes au terme de laquelle seulement s'instaurera une paix durable. Dans cet ordre d'idées, au Congrès Confédéral, des efforts seront tentés par un certain nombre de délégués, précisément dans le dessein de substituer ou d'ajouter à des débats sur les personnes qui seront dépourvues d'intérêt un débat sur les revendications ouvrières. Ces efforts vaudraient d'être soutenus par tous les syndiqués des entreprises car ils constitueront les éléments moteurs de la seule tentative honnête de redressement de notre mouvement ouvrier qui sra opérée à Nantes.

Jules TISSOT,  
De la C.E. de la Fédération  
des Techniciens.

## Les instituteurs et agents de Marseille contre

Les instituteurs et agents des PTT réunis en assemblée générale commune le 29 septembre 1938 à la Vieille Bourse du Travail,

— Constatent avec indignation le consentement officiel du bureau confédéral à la guerre impérialiste sans convocation d'un congrès extraordinaire ;

— Invitent tous les syndicalistes conscients à se grouper immédiatement afin de dresser un barrage sérieux contre la guerre, serait-elle momentanément différée, les intérêts capitalistes anglo-français ne l'exigeant pas de suite ;

— Les directions officielles rééditant les retentissantes trahisons de 1914-1918 avant même le déclenchement de la guerre qui rôde déjà, il est urgent de changer immédiatement ces responsables si nous ne voulons être les artisans de notre propre malheur.

Les prolétaires n'ont pas à faire honneur à la signature des Clémenceau-Tardieu-Weygand et Cie, qui savaient préparer de nouveaux conflits en élaborant les traités de Versailles, Trianon, Neuilly et Saint-Germain, en rendant l'Allemagne responsable de la tuerie (1914-18) (art. 231) et en tail-

# Ant le Congrès de la C. G. T.

## Noncer les agents de l'impérialisme vement ouvrier !

### Comment la bureaucratie syndicale prépare le Congrès de Nantes ?

Demandez à un ouvrier de chez Citroën ou d'ailleurs quel est son avis sur le Congrès National de la C.G.T. dont il est membre ! A coup sûr vous recevrez comme réponse que jamais son usine n'a discuté de ce Congrès !

A Nantes, des délégués, des permanents syndicaux appointés, vont parler, discuter, voter, au nom de millions de syndiqués sans que ceux-ci aient eu leur mot à dire. C'est ce que la bureaucratie syndicale, réformiste ou staliniste, appelle la démocratie...

Cependant nous pouvons être certains que cette bureaucratie prépare minutieusement le Congrès de Nantes. Elle le prépare entre elle et pour elle. Consulter démocratiquement, avant la désignation des délégués au Congrès, la masse des syndiqués, c'est là une méthode qui présente beaucoup trop d'inconvénients. On est trop nombreux à la C.G.T. pour pouvoir participer tous à la discussion pour le Congrès, disent en général nos bons bureaucrates syndicaux.

C'est pourquoi eux seuls sont dans la course. Ils se sont divisés, depuis quelques jours, en deux équipes qui ont chacune un capitaine (ou un général) ; respectivement Léon Jouhaux (publiquement René Belin) et Benoit Frachon ; « nos ambassadeurs de la paix », comme les a qualifiés Bouthonier dans la Vie Ouvrière, à propos de leur voyage aux Amériques.

Or, les « ambassadeurs de la paix » en question s'accusent aujourd'hui mutuellement d'approuver un politique qui facilite la guerre !

Et le plus fort, c'est qu'ils ont raison tous les deux !

C'est à la réunion du 30 septembre de la commission administrative de la C.G.T. que la bureaucratie syndicale a rompu l'unanimité habituelle. Léon

Jouhaux et les réformistes traditionnels ont voulu, dans leur résolution, approuver les accords impérialistes de Munich. Benoit Frachon et son équipe n'ont pas voté ce passage de la résolution, lequel a été adopté par 18 voix contre 7 et 3 abstentions.

Après ce vote, de la C.A. les réformistes bureaucrates se sont empressés d'organiser le rassemblement avant le Congrès de Nantes. Deux ordres du jour sont mis en circulation par eux : « Contre la guerre » et « sur l'indépendance syndicale ».

L'ordre du jour « contre la guerre » engagerait la C.G.T. à pratiquer la même politique que celle qu'ont eu les syndicats nationaux des instituteurs et des agents des P.T.T. au moment de la mobilisation Daladier du 24 septembre : se pendre aux basques du mobilisateur Daladier, le supplier de donner un sursis et ne pas lever le petit doigt contre la préparation à la guerre de l'impérialisme français. La tentative des Delmas-Giroux a eu un écho dans la population qui a cherché à se raccrocher à un espoir. Cette politique a montré aux dirigeants confédéraux de la C.G.T. comment, tout en soutenant l'impérialisme, on pouvait accroître son influence dans la masse au détriment du stalinisme. En somme les bureaucrates syndicaux réformistes ont repris confiance en eux-mêmes.

L'indépendance syndicale est leur deuxième cheval de bataille. Messieurs les réformistes considèrent que « l'intervention directe ou indirecte des partis politiques dans la vie des organisations syndicales fausse complètement le libre fonctionnement de la démocratie syndicale ». Mesures pratiques : non cumul des mandats politiques et syndicaux pour les membres de la C.A. de la C.G.T. Des camarades pourraient croire que ces propositions adoptées par le Congrès de Nantes, il y aurait progrès ? Et bien non, car l'indépendance syndicale pour les syndiqués révolutionnaires, c'est l'indépendance de classe de leur organisation syndicale. Ceux qui ont rédigé ou approuvé la résolution ci-dessus sont les mêmes qui se réunis-

## et agents des P. T. T. contre la Guerre.

ladant dans tous les Etats sans souci du droit des peuples.

Les Sudètes, attachés d'abord à l'Autriche-Hongrie, ont été incorporés dans la Tchéco-Slovaquie et les signataires du traité de Rapine ne pouvaient ignorer les dissensions vivaces entre Sudètes et Tchèques.

La carence de Bénès qui a manqué à sa promesse (mémoire à l'Angleterre 20 mai 1919) a fait le reste.

Les partis officiels et la CGT veulent nous faire tuer pour soutenir un homme qui a manqué à ses engagements, alors que ces mêmes partis ont combattu les traités de Versailles, Trianon, etc...

Les instituteurs et postiers n'ignorent pas que la guerre est « la politique (capitaliste) qui continue par d'autres moyens ». Ils savent qu'ils feraient les frais d'un différend entre deux blocs capitalistes, l'un repu, se défendant contre ces appétits insatisfaits de l'autre lésé en 1918.

— La classe ouvrière n'a rien à faire dans les différends capitalistes. Notre lutte à nous, c'est la lutte de classes. Notre ennemi, c'est notre propre impérialisme qui nous refuse notre droit à la vie, et émet par-dessus le marché la prétention de nous faire

entrégorger au nom d'une Défense Nationale que nous répudions.

Notre mouvement syndical est internationaliste et c'est la raison pour laquelle nous refusons « d'obéir à la guerre ».

— Les instituteurs et postiers prennent l'engagement de lutter contre la guerre par tous les moyens. Nous devons nous servir d'armes spécifiquement syndicalistes et nous placer sur le vrai terrain que les bureaucrates syndicaux veulent méconnaître.

Il faut faire revivre le souffle de juin qui a eu des répercussions internationales, même dans les pas fascistes.

— Réviser les Traités de Versailles, Trianon, Saint-Germain, Neuilly, ce qui constituerait un moyen efficace pour éclairer l'opinion ouvrière ;

— Mettre l'embargo sur les matières premières, minerais de fer, pétrole, nickel, cuivre, etc., à destination des pays fascistes. Les prolétaires savent par avance que les trusts seront féroce-ment opposés à cette mesure. Raison de plus pour affirmer l'autonomie du syndicalisme par l'action ouvrière du syndicalisme qui respecterait ainsi la charte.

— Saboter la puissance du capitalisme par l'action ouvrière est le seul mode de lutte efficace contre la guerre impérialiste.

— Réaliser notre « mobilisation » à nous pour faire triompher nos revendications. A bas la guerre et le régime qui l'engendre !

saient, pendant la crise internationale dernière, quotidiennement, chez le ministre des Travaux Publics pour agir ensuite. Mais ceux-là se gardent bien de condamner, dans leur résolution sur l'indépendance syndicale, la pratique de la collaboration des classes avec les gouvernements et avec les patrons ou leurs représentants.

Ici, ni les réformistes, ni les stalinistes, ne peuvent être d'accord avec les syndiqués révolutionnaires.

Nous assistons à la lutte de deux clans, deux équipes de bureaucrates syndicaux.

Cette lutte présente des dangers pour la classe ouvrière : elle accentue l'affaiblissement de ses organisations syndicales et prépare leur scission non pas sur un programme ou une orientation différente, mais parce que la clique réformiste veut servir la bourgeoisie française contre les prétentions stalinistes à vouloir imposer les points de vue de la diplomatie russe.

Ces deux cliques sont d'accord pour la collaboration des classes contre les intérêts ouvriers.

C'est pourquoi les syndiqués révolutionnaires combattent les deux pour entraîner leurs syndicats dans la pratique de la lutte de classe. Ils ne prendront aucune responsabilité dans la lutte des bureaucrates réformistes contre les stalinistes en vue du Congrès de Nantes.

### A la Lorraine-Argenteuil

## Où sont les vrais diviseurs ?

En avril 1938, à la suite des grèves, les métallos qui réclamaient en plus de la signature des contrats collectifs une augmentation de salaires (pour équilibrer le coût de la vie) ont obtenu 13 % pour ceux de l'aviation et 7 p. 100 pour ceux de l'industrie privée, alors que le prix du pain et du bifteck est le même pour tous !

A la Lorraine, la division se produit pareillement sous prétexte d'appliquer l'article 31 de la sentence Jacomet, qui accorde une prime de 10 p. 100 aux ouvriers travaillant à la chaîne ou aux pièces. La direction essaye de répondre à l'appel de Daladier pour la surexploitation.

La direction avait commencé par le pendulage des bons sous prétexte de faciliter la comptabilité. Maintenant on comprend l'utilité de ces pendules que les chefs stalinistes et Belin, administrateur de « La Lorraine » avaient fait accepter aux ouvriers. Maintenant que 10 % de prime sont accordés, on voit le jour de la paye des ouvriers aller se plaindre au contremaître qu'un tel touche plus que lui en faisant le même travail, ou que celui qui le double ne travaille pas, ce qui lui fait perdre les 23 sous supplémentaires sur son heure.

C'est ainsi qu'on jette la division parmi les ouvriers au profit de la direction ! Et par-dessus le marché la direction parle de réviser les temps par des chronomètres.

Il faut lutter contre cette nouvelle forme de travail aux pièces et la dénoncer au moment où la sentence prend fin.

Un prolo de la boîte.

## Chez Hispano

On fait 48 heures dans la boîte, bien qu'il y ait des machines qui ne tournent pas. Une vive résistance s'est manifestée. des ouvriers demandant que l'on embauche des chômeurs. La direction mit à pied pour 4 jours tous les ouvriers qui avaient refusé de faire 48 heures. Ripostons en préparant l'occupation généralisée. — Correspondant.

## Aux Parlements

(Suite de la page 2)

mais pleine de périls avant le début même des hostilités et qui fit réfléchir les gouvernements bourgeois, même ceux des régimes fascistes.

Daladier a invité tous les Français à se considérer « en état de mobilisation permanente » pour le « relèvement de la production », « l'assainissement et l'accroissement des finances publiques », l'accélération, à un rythme jusqu'ici inconnu, de la « défense nationale ». Le tout accompagné de déclarations rassurantes aux possédants.

Le programme gouvernemental fut enfermé en une phrase du radical Miellet, président de la commission de l'armée : « **Achevons nos programmes d'armements, redressons notre économie, nos finances, restaurons nos vieilles disciplines dans l'ordre...** ». Suffit, nous avons compris. Le réactionnaire Marin, s'est chargé de nous dire ce que c'était qu'une France forte : « Etre fort, par les temps qui courent, c'est évidemment être forts militairement ». Et de réclamer comme corollaires immédiats la déflation, la suppression des organisations ouvrières « Etats dans l'Etat », la répression des étrangers, qualifiés pour la circonstance de « meneurs », la semaine de 47 heures de travail.

\*\*

Dans sa déclaration, Daladier mit un accent particulier sur le fait qu'il avait pour « sauver la paix » réalisé la synthèse entre la fermeté des uns (MM. les patriotes et stalinistes) et l'esprit de conciliation des autres (le « pacifisme » de MM. les amis d'Hitler Flandin et Cie). Nous voici transportés dans un Parlement de la Restauration ou du Second Empire, où se trouvait exclue toute opposition de classe. Il s'agissait simplement d'opposition au sein de la classe dominante, entre tel ou tel clan, partisan de telle ou telle alliance. La voilà, la « réaction » : le retour en arrière.

La trahison stalinienne et social-démocrate, a supprimé toute lutte de classe dans l'arène officielle. M. Péri a fait un discours de diplomate correct, beaucoup moins agressif contre le gouvernement que celui de Kérislis.

M. Péri n'a pas parlé de l'URSS et très timidement, il a évoqué un 6 février international. M. Kérislis a parlé du danger du « fascisme international », lui, le soutien de La Rocque ! Il est à noter qu'il ne fut applaudi ostensiblement que par les députés stalinistes qui formèrent sa clique. Il y eut même un incident assez comique : quand Kérislis commença à parler, Duclos, Thorez, Gitton n'étaient pas en séance. Dès qu'ils furent alertés, ils se précipitèrent avec un zèle grossier et se mirent au premier rang en ouvrant de grandes oreilles et en battant des mains à la moindre occasion.

L'opposition la plus vive fut celle qui se marqua entre Flandin et Kérislis. Ce dernier fut même apostrophé par ses amis : « **Et va donc vendre tes avions !** » Aveu bon à noter ! Quand la classe ouvrière n'existe pas la lutte politique prend ce tour aigu de lutte entre fractions de la même classe dominante, pour trouver des modalités différentes d'oppression du peuple travailleur.

Blum fit un discours larmoyant au superlatif. Pour donner une idée du niveau de l'assemblée, on doit noter que chaque larme fut ponctuée d'un applaudissement. Il se fit applaudir par la droite lorsqu'il souligna qu'il fallait abandonner les pactes qu'on ne pourrait pas tenir. Profond désarroi de cet individu, qui, le lendemain, par peur, se précipitait à nouveau dans les bras des stalinistes.

A la fin de la séance du Palais Bourbon, on vit Herriot au fauteuil présidentiel, et Renaud Jean, représentant du groupe « communiste » se caresser mutuellement la main avec affection. Opposition de classe ? Farce de classe...

# LES ARGUMENTS DE PÉRI

(Discours à la Chambre le 4 Octobre)

A noter que Péri n'a pas soufflé mot sur le rôle de l'URSS, qui, elle aussi, dans cette affaire, a suivi Londres et Paris. Cela ne peut paraître étrange que si l'on ne tient pas compte de l'attitude réelle de l'URSS qui a été, elle aussi, une capitulation d'un bout à l'autre. Même l'article de la Pravda du tout cas, cela doit être souligné, Péri-4 octobre est un plaidoyer pénible, dans le genre de celui de Daladier. En ne dit rien du rôle de l'URSS, même pas dans le paragraphe où il parle des « deux obstacles à la guerre » (Tchécoslovaquie et Petite Entente). Et l'URSS ?

Selon Péri, la pauvre bourgeoisie tchèque a dû livrer « sa ligne Maginot avec son secret jusqu'alors jalousement gardé, construite sur le modèle de la nôtre et sous le contrôle de la France, avec 20 milliards de capitaux ». On n'en croit pas ses yeux. Péri, défenseur des intérêts de Skoda et de Schneider ! De la Banque des Pays de l'Europe Centrale et de la Banque de Paris !

D'abord les « secrets » de la Ligne Maginot sont des secrets de polichinelle pour les Etats-Majors ennemis. Ensuite la valeur militaire d'une défense est tout à fait relative (jusqu'en 1936, Péri et ses amis écrivaient que la Tchécoslovaquie était un portevions avancé de la France et de l'Angleterre dans la guerre contre l'URSS.) Troisièmement, les 20 milliards soutirés aux peuples français et tchèques étaient déjà perdus pour eux...

Péri ne dit mot sur le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Il parle de « pays mutilé et scindé », mais rien sur le problème des Sudètes. Pourtant, sur ce terrain, il lui était facile de démasquer la démagogie hitlérienne. Mais Péri a un bœuf sur la langue, car il est le domestique de

l'impérialisme français qui écrase sans pitié les populations coloniales.

Péri insiste sur le fait que l'Allemagne a reculé chaque fois qu'elle a vu se souder le front des démocraties ». En langage clair, Hitler a louvoyé devant les mobilisations en France et en Angleterre. Péri proclame que les stalinien ne veulent ni de capitulation, ni de guerre. Ils veulent seulement... des menaces militaires pour « garantir la paix ». Ils peuvent se permettre de continuer ce sophisme, parce que les impérialistes ont conclu un compromis, et maintenu sous cette forme, la paix entre eux. Hitler aurait déclaré à Chamberlain que, pour les Sudètes, « il était prêt à risquer une guerre mondiale ». Bluff ? Mais Chamberlain et Daladier étaient eux aussi prêts à risquer la guerre mondiale pour la Tchécoslovaquie. Le bluff était des deux côtés, mais le risque était aussi des deux côtés. L'égoïsme de classe anglo-allemand l'a emporté momentanément sur les antagonismes nationaux et impérialistes. Cela ne signifie nullement que le danger d'une guerre totale n'ait pas été immédiat.

Encore une omission significative : Péri ne dit mot de Mussolini et du rôle de l'Italie. Pas un mot ! Cela s'appelle un silence complaisant.

La seule partie du discours de Péri qui renferme des éléments positifs, c'est la conclusion qui dénonce une Sainte Alliance anti-ouvrière dont Hitler est le paladin (d'ailleurs c'est ce que Trotsky avait écrit en 1932, en déclarant que Hitler au pouvoir serait le super-Wrangel de la contre-révolution européenne).

Péri est d'abord obligé de « saluer » la fin du Traité de Versailles. Pourquoi, dit-il mélancoliquement, ceux-là s'en plaindraient-ils qui ont dénoncé les injustices de ce traité ? Oui, pourquoi ? Mais tout simplement parce que depuis trois ans, les stalinien se sont faits les champions du statu-quo impérialiste établi à Versailles. Aujourd'hui, il faut bien accepter le fait accompli, voilà tout...

En même temps, quoique « avec stupeur », Péri se voit obligé de constater que dans le « diktat » de Versailles et dans le compromis de Munich (il oppose justement à ce propos la politique capitulaire de Daladier à Munich et la politique poincariste de la Ruhr) « l'amour de la paix » et même « l'intérêt national » ne tenaient pas un très grand rôle.

Evidemment ! Mais il serait beaucoup plus clair de dire : Entre 1923 et 1938 l'impérialisme français a été affaibli par la renaissance impérialiste allemande (due à Hitler que les stalinien et les social-démocrates ont laissé criminellement venir au pouvoir !).

Péri dit que l'accord de Munich « aura son prolongement dans la politique intérieure ». Voilà la seule note juste. Les événements obligeront même les stalinien (en tout cas les ouvriers) à se dresser sur le plan intérieur contre la bourgeoisie française. Cela signifie une renaissance de la lutte de classes, au cours desquelles les radicaux seront évidemment les instruments dociles du capitalisme. Cela signifie que les ouvriers comprendront le rôle des chefs radicaux, auxquels on les a soumis depuis 3 ans. Cela signifie que le Front populaire reçoit un coup décisif. Cela signifie, si nous savons tirer profit de ce revirement, qu'un front prolétarien de masse devient possible, et qu'il faut y trouver notre place.

## MOBILISATION

pour la Lutte Hebdomadaire sur grand format

Nous constatons, ces dernières semaines, malgré certaines souscriptions, un relâchement considérable dans la vente au numéro et dans la recherche des abonnements. Chaque cellule doit mettre à l'ordre du jour : l'organisation de la vente. Prenez exemple sur les camarades du Maroc qui font de très nombreux abonnements, nous envoyent de fortes souscriptions et qui, malgré les circonstances difficiles, s'apprêtent à vendre à la criée.

Camarades de Province, réglez régulièrement comme le font les camarades de Marseille.

En ce qui concerne les phalanges, les camarades de Paris ont commencé à s'organiser. Mais la Province ? Qu'attend-elle ?

Devant l'augmentation considérable des frais généraux, nous sommes obligés d'augmenter nos tarifs d'abonnement à : 1 an, 33 fr. ; 6 mois, 18 fr. ; 3 mois, 10 fr.

Les nouveaux tarifs sont valables à partir du 1<sup>er</sup> novembre. Hâtez-vous de faire des abonnements avant cette date pour profiter des anciens tarifs.

Ventes mieux organisées ! Abonnements ! Phalanges !

Voilà les trois moyens qui, mis sérieusement en œuvre, assureront la « Lutte » sur grand format.

Au travail !

L'ADMINISTRATION.

## VITE, LES 10.000 FRANCS

Cinquième liste de souscription  
Plot, 80 ; 15<sup>e</sup> Citroën (Rig), 50 ; AK (15<sup>e</sup> R), 50 ; Julie (15<sup>e</sup> R), 50 ; Georges, 10 ; Paul A... (19<sup>e</sup>), 100 ; Turquois, 20 ; Bru, 10. — Total, 370.  
Total général : 5.478,10.

## LA VIE DU PARTI

Le C.C. a décidé de reporter le Congrès du Parti au 3 décembre. Un délai prolongé sera ainsi consacré à sa préparation. Les cellules recevront les rapports dans la deuxième quinzaine de ce mois.

Dès à présent, toutes les cellules et régions du Parti doivent se préparer à envoyer des délégations aussi larges que possible, et réunir des fonds à cet effet.

La place nous manque pour publier dans ce numéro les résolutions et déclarations du Secrétariat International au sujet du groupe « La Commune » et des efforts faits par le S.I. pour ramener ses militants (sauf B. M.) dans les rangs de la Quatrième Internationale. Nous le ferons dans le prochain numéro.

## AMNISTIE !

(Suite de la page 1)

Un seul exemple : dans une brochure intitulée : Volontaire de la Liberté, destinée aux anciens miliciens d'Espagne, la Guépéou dénonce l'ARME, association indépendante d'anciens miliciens, qu'elle prétend mensongèrement organisée par Doriot.

Elle déclare : « Il faut que dans le plus bref délai soient fournis au secrétariat les noms et adresses et photos si possible de ces gens-là ; nous dresserons une liste noire » (sic).

Ainsi, fascisme, Gestapo et Guépéou fraternisent dans l'ignoble répression anti-ouvrière.

C'est le devoir de tous d'aider le Secours International, qui agit avec des moyens encore faibles contre la répression. Il faut collecter des fonds, qui nous sont nécessaires. Il faut partout lancer le mot d'ordre : A bas le fascisme ! Amnistie intégrale !

Envoyer provisoirement les fonds pour le Secours International au compte chèque de la Lutte ouvrière.

Le Gérant : LORET

Imp. Spéciale, 15, Passage Dubail, Paris

## L'ASSASSINAT DE RUDOLF KLEMENT

L'enquête sur l'assassinat de notre camarade Klément continue à marquer le pas. Le gouvernement continue à empêcher la constitution d'une partie civile, et par conséquent freine l'enquête. La presse fait un silence de mort.

La police judiciaire a entendu un certain nombre de nos camarades, mais elle n'a pas encore bougé pour démasquer les vrais coupables : la Guépéou qui travaille librement à Paris.

Le Dr Paul n'a pas encore publié son rapport d'autopsie. Et cependant, il faudra parler. Les assassins ne resteront pas impunis. Notre parti agira pour débusquer les coupables et les mettre hors d'état de nuire.

Nous avons déjà dit l'essentiel au sujet de l'odieuse témoignage de M. des Pallières sur le cadavre de notre camarade Klément. Nous publions ci-dessous une lettre de L. Trotsky au juge d'instruction, sur le même sujet.

Monsieur le Juge,

Je reçois à l'instant l'information que Mme Jeanne Martin des Pallières est intervenue de sa propre initiative dans l'investigation sur la disparition de Rudolf Klément et que sur la base des photos du corps de Meulan elle a mis en doute la valeur des dépositions de MM. Pierre Naville et Jean Rous.

Je ne puis me permettre, bien entendu, aucune opinion sur l'identité du corps de Meulan et par conséquent sur la valeur matérielle des témoignages qui le concernent. Mais je tiens pour mon devoir douloureux de vous apporter ici, M. le Juge, quelques informations qui peuvent vous être utiles dans l'appréciation des différents témoignages.

MM. Pierre Naville et Jean Rous ont très bien connu Rudolf Klément et par les fréquentations, les discussions, le travail en commun, ont dû gagner une impression très exacte de son extérieur, de son caractère et de son écriture.

La situation de Mme Jeanne Martin des Pallières est bien différente. Quoique amie intime de mon défunt fils

Léon Sédov, elle appartenait et appartient à un groupe politique extrêmement hostile à l'organisation de Léon Sédov, de Rudolf Klément, de MM. Pierre Naville et Jean Rous. De cette hostilité elle a donné maintes fois une expression assez vive, même lors du vivant de Léon Sédov. Depuis la mort de celui-ci elle se trouve dans un état de déséquilibre mental et moral. Toutes les lettres que j'ai reçues d'elle ainsi que nombre de ses actes, le démontrent indubitablement. Elle a d'ailleurs très peu connu Rudolf Klément. Dans une de ses lettres à moi elle m'a demandé qui était Camille, le nom dont Rudolf Klément s'est servi pendant plus d'un an. En même temps elle avait une haine personnelle contre cet homme qu'elle avait à peine connu. Tout cela est exprimé dans ses lettres à moi avec une passion extrême.

Le groupe politique auquel appartient Mme Jeanne Martin des Pallières avait ses raisons à lui de nourrir une haine contre Rudolf Klément (voir son organe « La Commune »). Pour ce groupe, c'est devenu un point d'honneur de démontrer que Rudolf Klément avait trahi son organisation, c'est-à-dire que ce groupe s'efforce d'appuyer la version par laquelle la G.P.O. ou essaie de couvrir son crime.

Je n'ai, M. le juge, dans cette affaire qu'un seul intérêt : établir la vérité sur le sort du malheureux Rudolf Klément. C'est cet intérêt qui m'oblige à vous faire des révélations que je préférerais bien éviter dans d'autres circonstances. Je ne connais pas le corps de Meulan. Mais j'ai connu et je connais très bien Rudolf Klément, MM. Pierre Naville et Jean Rous et Mme Jeanne Martin des Pallières, et si j'avais à choisir entre les témoignages opposés de Mme Jeanne Martin des Pallières, d'un côté, et de MM. Pierre Naville et Jean Rous, de l'autre, je donnerais toute ma confiance à ces derniers.

Agréé, Monsieur le Juge, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Léon TROTSKY.

Le 20 septembre 1938.

## Ce qu'il faut lire...

### UNE LOI BARBARE CONTRE LES IMMIGRÉS EN FRANCE

Le Parti vient de publier la première brochure de propagande de la collection « Le Tract », intitulée « Une loi barbare contre les immigrés en France ». Cette brochure contient une analyse du décret Daladier-Sarrault, des explications sur le rôle du prolétariat immigré en France, sur la politique de la bourgeoisie contre les étrangers, sur la préparation à la guerre, ainsi que le programme revendicatif du P.O.I. en faveur des travailleurs immigrés.

Au prix de 0 fr. 50, la brochure est facilement accessible à tous. Nous invitons nos amis à la répandre largement car elle est particulièrement actuelle, en ce moment.

(Par 10 exemplaires : 4 fr.).

Commandes aux PUBLICATIONS POPULAIRES, c. p. Naville 1333-80, Paris.

## Service d'Information et de Presse

Le Service de Presse et d'Information (S.I.P.) édité par le secrétariat International de la IV<sup>e</sup> Internationale, paraît régulièrement chaque semaine. Les numéros 1 et 2 sont sortis.

Le S.I.P. apporte à tous les militants à toutes les organisations et journaux une documentation sur le mouvement ouvrier international contrôlé. Il a des correspondants dans tous les pays du monde.

Prix du numéro, quel qu'en soit l'importance : 1 fr. — Abonnements : 1 an, 25 fr., 6 mois, 13 fr. — Adresser toute la correspondance SIP, Librairie du Travail, 17, rue de Sambre et Meuse, Paris. Provisoirement, adresser les abonnements au c.c. postal de la « Lutte Ouvrière », en mentionnant : S.I.P.